

*Affaires courantes**[Traduction]*

appel aux libéraux du Sénat pour qu'ils fassent leur travail et empêchent l'adoption de la TPS.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, en vertu de l'article 36 du Règlement, une pétition concernant la taxe sur les produits et services.

Les pétitionnaires, venant principalement de collectivités de la Nouvelle-Écosse, prient la Chambre de demander au gouvernement de renoncer à la taxe sur les produits et services. Je sais qu'ils présenteront leur pétition au Sénat également, étant donné que les libéraux y ont déjà abordé l'étude en deuxième lecture du projet de loi sur la taxe sur les produits et services.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter en vertu de l'article 36 du Règlement, un certain nombre de pétitions contre la taxe régressive et draconienne du gouvernement sur les produits et services.

J'ai déjà soumis tout près de 15 000 signatures de résidents de ma circonscription qui s'opposent à cette taxe. Toutefois, les présentes pétitions portent les noms de résidents de toutes les régions du Canada, de Victoria à St. John's. Ces pétitions, au nombre de 13, comportent les noms de 500 autres personnes que le gouvernement devra compter parmi ceux qui s'opposent à cette taxe des plus régressives.

M. Jim Karpoff (Surrey Nord): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter un certain nombre de pétitions, certaines rédigées dans les deux langues officielles, qui demandent au gouvernement d'abandonner son projet de TPS.

Les pétitionnaires soulignent qu'il s'agit d'une taxe injuste qui nuira au Canadien moyen, et demandent au gouvernement d'y renoncer.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, j'ai également l'honneur de me faire le porte-parole de l'opinion pondérée des citoyens de Windsor qui, au nombre de 300, ont signé plusieurs pétitions. Ces 300 signatures ne constituent qu'une petite partie des quelque 25 000 à 30 000 personnes de la région du comté de Windsor—Essex qui ont exprimé leur opposition à la TPS.

Ces citoyens demandent au Parlement de rejeter la TPS mais, à l'étape actuelle, ils font plus précisément

L'ÉCRASEMENT DU VOL 182 D'AIR INDIA

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, il y a cinq ans ce mois-ci, 329 civils innocents, la plupart des Canadiens, perdaient la vie dans l'explosion d'une bombe placée par des terroristes à bord du vol 182 d'Air India, entre Montréal et Londres.

J'ai aujourd'hui l'honneur de présenter une pétition signée par quelque 400 résidents de la Colombie-Britannique, notamment M^{me} Perviz Madon dont l'époux, Sam Madon, a péri dans l'écrasement de l'avion.

Les pétitionnaires soulignent que les recherches poussées des médias, principalement de la télévision et de la radio, ont montré que ce crime aurait pu être évité puisqu'il y avait eu plusieurs avertissements, notamment une explosion effectuée à titre d'essai. Ils rappellent également que les Canadiens ont déjà réclamé à cor et à cri la tenue d'une enquête susceptible de faire la lumière sur ce désastre et de donner lieu à des recommandations visant à empêcher à l'avenir de semblables tragédies.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au Parlement de s'engager envers les Canadiens à constituer une commission royale chargée d'enquêter sur tous les faits entourant le désastre d'Air India en 1985. Nous devons nous assurer que justice soit faite.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, j'ai une seconde pétition signée par des centaines d'habitants de diverses collectivités de la Colombie-Britannique, y compris des résidents de ma circonscription de Burnaby—Kingsway. La pétition porte également la signature de résidents d'autres régions du Canada, notamment de St. John's—Est, qui veulent clamer leur colère et leur indignation au sujet de la taxe fédérale sur les produits et services qu'entendent imposer les conservateurs.

Les pétitionnaires en appellent au Parlement pour qu'il rejette l'actuel projet de taxe sur les produits et services et pour qu'il amorce une véritable réforme fiscale. Ils demandent instamment au Parlement d'amener le gouvernement à renoncer à son projet de taxe régressive sur la consommation, qui aura pour effet de rejeter le fardeau fiscal sur les Canadiens ordinaires au lieu d'amener une véritable réforme.